



# SÉLECTINVEST 1

## SITUATION AU 2<sup>E</sup> TRIMESTRE 2018 - VALIDITÉ 3<sup>E</sup> TRIMESTRE 2018

### SCPI D'ENTREPRISE À CAPITAL VARIABLE

Avec une capitalisation de 1,6 milliard d'euros, Sélectinvest 1 a constitué au cours de ses 50 années d'existence un patrimoine diversifié de bureaux et commerces en Île-de-France, en régions et en Allemagne.

#### CARACTÉRISTIQUES JURIDIQUES

Date de création : 26/01/1968  
N° de siren : 784 852 261 RCS Paris  
Durée : 99 ans  
Capital maximum statutaire : 459 000 000 €  
Visa AMF : SCPI n° 17-38 du 01/09/2017  
Société de gestion : La Française Real Estate Managers  
Agrément AMF n° GP-07000038 du 26/06/2007 et AIFM en date du 24/06/2014  
Dépositaire : CACEIS Bank



### Chiffres clés (au 30/06/2018)

Nombre d'associés	22 694
Nombre de parts	2 502 491
Capital social effectif	382 881 123 €
Variation depuis le 01/01/2018	-1 834 317 €
Capitalisation	1 589 081 785 €
Prix de souscription*	635,00 €
Valeur de retrait	595,31 €
Valeur de réalisation	575,05 €
Valeur IFI 2018 préconisée résidents français**	503,39 €
Valeur IFI 2018 non résidents français***	491,96 €

#### Situation d'endettement

Autorisation statutaire (% de la dernière valeur de réalisation)	20,00%
Dettes et engagements au 30/06/2018	14,69%

\* Dont commission de souscription égale à 7,5% TTC, soit 47,63 € TTC.

\*\* Seule la valeur des actifs immobiliers détenus par la SCPI constitue la base taxable à l'IFI et s'appuie sur la valeur retenue pour le fonds de remboursement.

\*\*\* Pour les non résidents seuls les immeubles détenus en France sont pris en compte.

Crisco – Sèvres (92)



### ACTUALITÉS DE LA SCPI

#### Marché des parts

Les souscriptions de ce trimestre ont atteint près d'1,5 million d'euros et ont été en totalité affectées au retrait de 2 286 parts. Par ailleurs, plusieurs associés pour lesquels les délais de traitement peuvent paraître trop longs, ont accepté le remboursement de leurs parts sur la base d'un montant unitaire de 518 euros, renonçant ainsi à un rendement de leur investissement de 4,9% et réduisant le capital social de la SCPI de 11 565 parts.

Au 30 juin 2018, le nombre de parts en attente s'élève à 54 935 soit 2,2% du total des parts de Sélectinvest 1 qui capitalise **1,6 milliard d'euros**.

Nouvelles souscriptions	-
Souscriptions compensant les retraits	2 286
Parts annulées ou remboursées	11 565
Parts en attente de retrait au 30/06/2018	54 935

#### Délai de jouissance des parts

**Souscription** : les parts souscrites portent jouissance le 1<sup>er</sup> jour du mois qui suit le mois de souscription.

**Retrait** : les parts souscrites cessent de porter jouissance le 1<sup>er</sup> jour du mois suivant celui au cours duquel le retrait a eu lieu.

#### Information assemblée générale

Avec un quorum supérieur à 55%, sur 1<sup>ère</sup> convocation, l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire a adopté toutes les résolutions avec 99% des voix présentes et représentées. Au cours de la réunion, les échanges ont permis de préciser les modalités et conditions de fonctionnement du marché des parts ; les règles de dotation au fonds de remboursement permettant de rembourser les parts des

associés soucieux de ne pas subir de trop longs délais suite à leur demande de retrait ont été rappelées et présentées. L'assistance a admis que la conservation des parts est préférable compte tenu de l'évolution attendue des taux d'occupation et des futurs revenus distribuables. Un point a également été abordé sur la nature des créances douteuses ayant été exceptionnellement un peu supérieures à la moyenne au cours du précédent exercice.

#### Commentaire de gestion

Sélectinvest 1 affiche à la fin de ce deuxième trimestre 2018 un très bon bilan avec plus de 7 500 m<sup>2</sup> de locaux vacants résorbés.

Votre SCPI a cédé 3 actifs pour près de 5 000 m<sup>2</sup> dont 3 500 m<sup>2</sup> de locaux vacants.

À cette résorption s'ajoute un solde locatif positif de plus de 4 000 m<sup>2</sup>.

Deux prises d'effet importantes ont eu lieu ce trimestre : la Région Île-de-France et Pôle Emploi se sont installés dans le Carillon à Nanterre (92) et Basic Fit, un espace de remise en forme, a investi 1 350 m<sup>2</sup> dans le centre commercial Petit Arche à Tours (37).

Le taux d'occupation physique s'affiche donc en hausse à 87,4% (vs 86,3% au trimestre précédent) et le taux d'occupation financier gagne plus de deux points à 84,4% (vs 82,0% au trimestre précédent) avec notamment un montant de franchises deux fois moins élevé que le trimestre précédent. Nous vous rappelons que la principale surface de votre patrimoine qui était vacante concerne l'immeuble Ipso Facto à Montrouge, un actif entièrement restructuré et livré l'an dernier, qui a été loué dans sa totalité à La Croix Rouge avec une prise d'effet fixée au 1<sup>er</sup> juillet 2018.

### REVENUS DISTRIBUÉS

<b>Exercice 2017</b>	<b>25,44 €</b>
- dont distribution des réserves	-
<b>Taux de distribution sur valeur de marché 2017</b>	<b>4,01 %</b>
1 <sup>er</sup> trimestre (versé le 30/04/2018)	6,36 €
2 <sup>e</sup> trimestre (versé le 30/07/2018)	6,36 €
- dont plus-value	-
- dont produits financiers	-
- après prélèvements sociaux	6,36 €
- après prélèvements fiscaux et sociaux	6,36 €

Variation du prix de part 2017	TRI 5 ans	TRI 10 ans	TRI 15 ans
0,00%	3,18%	3,58%	7,02%

La mesure de cette performance, nette de tous frais, confirme la nature immobilière de cet investissement dont les résultats s'apprécient sur le long terme. Les performances passées ne sont pas un indicateur fiable des performances futures.

Le Hub – Levallois-Perret (92)



Ipso Facto – Montrouge (92)



## ACTIVITÉ LOCATIVE DE LA SCPI CE TRIMESTRE

### Principaux mouvements du trimestre

#### RELOCATIONS, RENÉGOCIATIONS ET RENOUVELLEMENTS



Type	Adresse	Nature	Surface relouée QP (m²)	QP SCPI (%)
BUR	Le Carillon 5-6, esplanade Charles de Gaulle 92000 NANTERRE	Location	758	30%
BUR	86-90, rue du Dôme 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT	Location	584	100%
BUR	SXB1 16, avenue de l'Europe 67300 SCHILTIGHEIM	Location	574	50%
BUR	CC Petite Arche 31-49, avenue Gustave Eiffel - 37000 TOURS	Location	1 350	100%

#### LIBÉRATIONS



Type	Adresse	Surface libérée QP (m²)	QP SCPI (%)
COM	11-13-15, rue du Champs Roman 38400 SAINT-MARTIN-D'HÈRES	1 031	100%
COM	Centre Commercial Chalon Sud Rue Thomas Dumorey - 71100 CHALON-SUR-SAÔNE	210	100%
ACT	Urbaparc Bât. D2 2-8, boulevard de la Libération - 93200 SAINT-DENIS	362	100%

#### PRINCIPALES SURFACES VACANTES



STOCK  
DE LOCAUX  
VACANTS  
77 261 m²

Type	Adresse	Surface vacante QP (m²)	QP SCPI (%)
BUR	Ipsos Facto 21-23, rue de la Vanne - 92120 MONTRouGE	9 402	66%
BUR	City Défense 16-40, rue Henri Regnault - 92400 COURBEVOIE	3 451	40%
BUR	Blériot et Nieuport 13, avenue Morane Saulnier - 78140 VÉLIZY-VILLACOUBLAY	7 995	100%
BUR	Crisco 7, avenue de la Cristallerie - 92310 SÈVRES	3 788	25%
BUR	Le Cinco (ex Marivel) 5, place du Marivel - 92310 SÈVRES	4 973	100%
BUR	Front Office 12 à 16, rue Sarah Bernhardt - 92600 ASNIÈRES-SUR-SEINE	3 562	35%
BUR	6-8, avenue du Maréchal Juin 92190 MEUDON	3 712	100%

## ÉVOLUTION DU PATRIMOINE CE TRIMESTRE

### Investissement

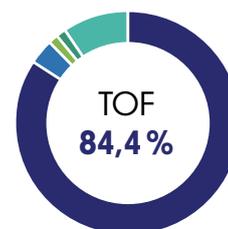
La SCPI n'a enregistré aucun investissement ce trimestre.

### Arbitrages

Type	Adresse	Surface (m²) de l'immeuble	% de vacance de l'actif	Prix de cession hors droits	QP SCPI (%)
BUR	Axe Défense 49-51, rue Louis Blanc - 92400 COURBEVOIE	8 487 m²	88%	37 000 000 €	40%
BUR	Parc d'activité du Canal 11-13, rue de l'Europe Bâts. M19 A et B et M20 - 31520 RAMONVILLE	1 408 m²	28%	1 310 000 €	100%
COM	37-39, boulevard Pierre Mendès France 77500 CHELLES	118 m²	100%	252 000 €	100%

### TAUX D'OCCUPATION FINANCIER (TOF)

30/06/2018



LOCAUX OCCUPÉS	Taux d'Occupation Financier
84,4%	Taux d'Occupation Financier
3,6%	Sous franchise
LOCAUX VACANTS	
1,4%	Sous promesse de vente
1,2%	Travaux en reconstruction
9,4%	En recherche de locataires

TOF au 31/03/2018

82,0%

### TAUX D'OCCUPATION PHYSIQUE (TOP)

31/03/2018

86,3%

30/06/2018

87,4%

### SITUATION LOCATIVE AU 30/06/2018

Nombre d'immeubles en direct

243

Nombre d'immeubles via des SCI

44

Surface en exploitation

614 507 m²

Loyers encaissés au cours du trimestre

20 559 512 €

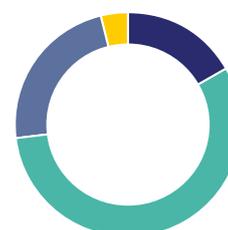
### RÉPARTITION DU PATRIMOINE (EN VALEUR VÉNALE)

#### RÉPARTITION SECTORIELLE



73,77%	Bureaux
20,17%	Commerces
4,53%	Activités
0,95%	Résidences gérées
0,58%	Entrepôts

#### RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE



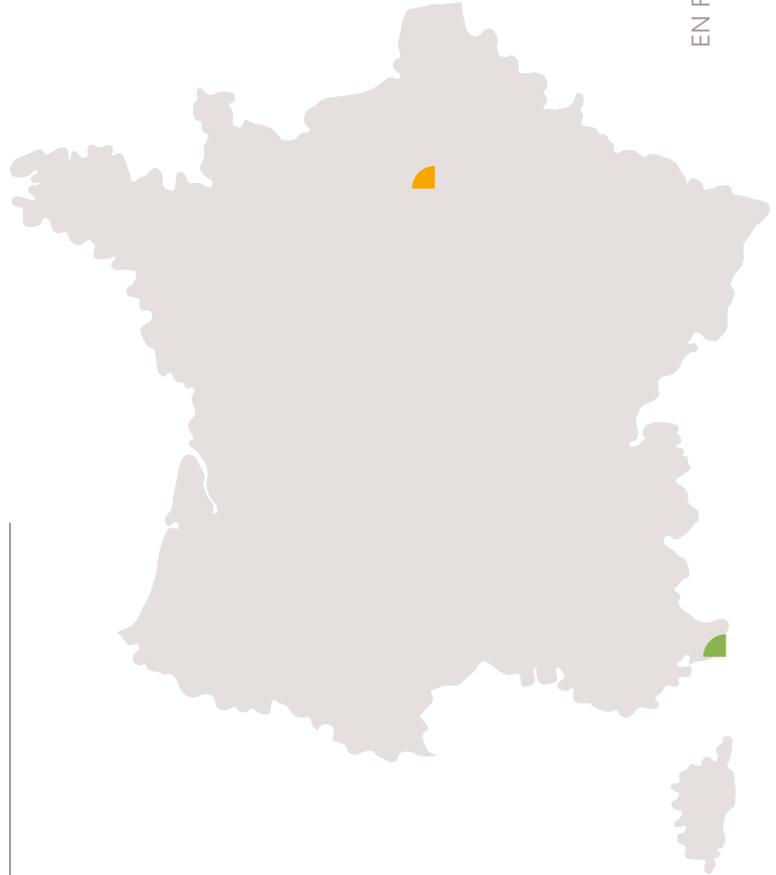
16,90%	Paris
56,40%	Île-de-France
23,06%	Régions
3,64%	Allemagne



# LES INVESTISSEMENTS DU TRIMESTRE



EN FRANCE



## CARREFOUR MARKET 63, boulevard Gorbella NICE (06)

**6 272 m<sup>2</sup>**

Située sur l'une des principales artères du nord de Nice, cette galerie commerciale, acquise en VEFA développe une surface utile de 6 272 m<sup>2</sup>. Cet ensemble comprend un supermarché Carrefour Market ainsi que 6 boutiques de services de proximité. Loué à 100%, il génèrera un revenu annuel de 1 270 000 euros. La livraison est prévue en octobre 2020. Cet actif a été acquis pour 29,5M€ AEM\*.



Détenu par Épargne Foncière à 100%.

## 4-16, RUE GAY LUSSAC Tranches 1 et 2 MITRY-MORY (77)

**5 988 m<sup>2</sup>**

Situé dans la zone industrielle « Mity-Compans » et à proximité de l'aéroport Roissy Charles-de-Gaulle, ce parc d'activités développera 3 tranches d'une surface totale de 8 960 m<sup>2</sup>. Cette acquisition en VEFA porte sur les 2 premières tranches soit 5 988 m<sup>2</sup>. Loué à 47%, cet ensemble génèrera un revenu potentiel de 477 K€. La livraison de la première tranche est prévue en septembre 2018 et la suivante au 1<sup>er</sup> trimestre 2019. Cet actif a été acquis pour 6,35M€ AEM\*.



Détenu par LF Opportunité Immo à 100%.

\*AEM : Acte en Main (tout frais d'acquisition inclus).



# INFORMATIONS GÉNÉRALES

## FISCALITÉ

Les informations qui suivent sont communiquées en fonction des dispositions fiscales françaises actuellement applicables, sous réserve de toutes modifications ultérieures. L'attention des investisseurs est attirée sur le fait que la taxation des plus-values et revenus éventuels peut être dépendante de la situation fiscale personnelle des investisseurs. Une note synthétique est également disponible sur [www.la-francaise.com](http://www.la-francaise.com)

### Déclaration de revenus

Chaque année votre société de gestion vous adresse l'ensemble des éléments nécessaires à la déclaration de vos revenus afférant à votre SCPI au titre de l'année précédente.

### Fiscalité sur les produits financiers pour les personnes physiques résidant en France

Aux revenus fonciers s'ajoutent éventuellement des revenus financiers. Ils peuvent être produits par les liquidités de la SCPI, par des dépôts de garantie placés sur des comptes bancaires productifs d'intérêts mais également par les dividendes que la SCPI peut percevoir de participations qu'elle détient dans des OPCV ou équivalents étrangers. Ces revenus sont soumis à la fiscalité des revenus de capitaux mobiliers.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, ces revenus financiers font l'objet de plein droit d'un prélèvement forfaitaire unique (PFU ou Flat tax) au taux de 12,8%, auquel s'ajoute les prélèvements sociaux de 17,2% soit, une taxation globale à 30%. Il convient de préciser que, l'abattement de 40% sur les dividendes n'est pas applicable et que les dépenses engagées pour l'acquisition ou la conservation des revenus ne sont pas déductibles au même titre que la CSG.

Les contribuables y ayant intérêt peuvent toutefois opter pour l'imposition selon le barème progressif de l'impôt sur le revenu, étant précisé que cette option est globale et concerne l'ensemble des revenus et plus-values de l'année (CGI, art. 200 A, 2 nouveau). Cette option est exercée chaque année lors du dépôt de la déclaration de revenus et au plus tard avant la date limite de déclaration. Les revenus financiers continuent de donner lieu, lors de leur versement, à un prélèvement forfaitaire non libératoire (« PFNL »), qui est effectué à la source par la société de gestion. Le taux de prélèvement est toutefois abaissé à 12,8% (au lieu de 21% pour les dividendes et 24% pour les produits de placement à revenu fixe pour les revenus 2017).

Pour les revenus financiers de source étrangère, l'impôt retenu à la source est imputé sur l'imposition forfaitaire dans la limite du crédit d'impôt auquel il ouvre droit dans les conditions prévues par les conventions internationales.

Par exception, les contribuables dont le revenu fiscal de référence de l'avant-dernière année est inférieur à certains montants conservent la possibilité de demander à être dispensés de PFNL. Il est rappelé que ces montants sont fixés :

- à 50 000 € (contribuable célibataires, divorcés ou veufs) et 75 000 € (contribuables soumis à imposition commune) pour le PFNL sur les dividendes et,
- à respectivement 25 000 € et 50 000 € pour le PFNL sur les produits de placement à revenu fixe.

Pour être prise en compte au titre d'une année, la demande de l'associé doit être adressée à la Société de gestion, accompagnée d'une attestation sur l'honneur précisant qu'il satisfait aux conditions de revenu, au plus tard le 30 novembre de l'année précédant la perception des revenus.

### Fiscalité des plus-values immobilières pour les personnes physiques résidant en France

Le paiement de l'impôt éventuellement dû lors de la cession d'un immeuble détenu par une SCPI est assuré dès la signature des actes, et ce pour le compte de chacun des associés soumis à l'impôt sur le revenu à proportion de son nombre de parts. Aussi, convient-il de communiquer à la société de gestion toute modification du régime fiscal auquel est assujéti le titulaire de parts (particulier résident, non résident, personne morale IS, BIC etc.).

Les plus-values réalisées sont soumises à l'impôt sur le revenu au taux de 19% auquel s'ajoutent les prélèvements sociaux au taux de 17,2%.

Pour les immeubles cédés par la SCPI et pour les parts cédées par les associés, les taux d'abattement sur les plus-values, ci-dessous, sont :

Durée de détention	Taux d'abattement	
	Impôt sur le revenu	Prélèvement sociaux
Jusqu'à 5 ans	0%	0%
De la 6 <sup>e</sup> à la 21 <sup>e</sup> année	6% (96%)	1,65% (26,4%)
22 <sup>e</sup> année	4% (4%)	1,67% (1,6%)
De la 23 <sup>e</sup> à la 30 <sup>e</sup> année	-	9% (72,0%)
<b>Total</b>	<b>(100%)</b>	<b>(100%)</b>

## VOS PARTS DE SCPI

Avant toute souscription, le souscripteur doit prendre connaissance des statuts, du dernier rapport annuel, de la note d'information, de son actualisation le cas échéant, et notamment des frais et des risques, et du document d'informations clés, disponibles sur le site [www.lafrancaise.com](http://www.lafrancaise.com) ou sur simple demande à : La Française AM Finance Services – Service relations clientèle – 01 53 62 40 60 – [produitsnominatifs@lafrancaise-group.com](mailto:produitsnominatifs@lafrancaise-group.com)

### Traitement des souscriptions

L'enregistrement des « bulletins de souscription » est soumis au renseignement exhaustif du dossier de souscription comprenant : le bulletin de souscription signé et dûment rempli, un relevé d'identité bancaire, une copie de la CNI ou du passeport en cours de validité, un justificatif de domicile daté de moins de trois mois et le règlement du montant de la souscription par virement ou chèque libellé à l'ordre de la SCPI. Des éléments complémentaires pourront être requis en fonction de critères liés à l'intermédiaire, au montant de la souscription et au lieu de résidence du souscripteur.

### Délai de jouissance

L'acquéreur de nouvelles parts bénéficie des revenus afférents à celles-ci à compter d'une date postérieure à celle de son acquisition. Le délai correspondant peut varier selon les SCPI (Cf. rubrique « Collecte et marché des parts » de votre SCPI).

**Acompte sur dividende** : les distributions de dividendes s'effectuent au prorata des droits et de la date d'entrée en jouissance des parts.

**Distributions de réserves (plus-values...)** : les distributions de plus-values s'effectuent aux associés détenant des parts au jour de la distribution.

### Modalités de versement

Les acomptes trimestriels sont généralement versés le dernier jour ouvré du mois suivant la fin du trimestre civil pour les SCPI d'entreprise.

Trimestres/Semestres	Date de versement
1 <sup>er</sup> trimestre (Janv.-Fév.-Mars)	Fin avril
2 <sup>e</sup> trimestre (Avr.-Mai-Juin)	Fin juillet
3 <sup>e</sup> trimestre (Juill.-Août-Sept.)	Fin octobre
4 <sup>e</sup> trimestre (Oct.-Nov.-Déc.)	Fin janvier

Les acomptes semestriels sont généralement versés le dernier jour ouvré du mois suivant la fin du semestre civil pour les SCPI d'habitation.

1 <sup>er</sup> semestre (Janvier à juin)	Fin juillet
2 <sup>e</sup> semestre (Juillet à décembre)	Fin janvier

## Modalités de retraits et cessions

### Dans le cas d'une SCPI à capital fixe

Le prix de vente et/ou d'achat, est établi au terme de chaque période de confrontation des ordres de vente et d'achat, recueillis sur le carnet d'ordres par la société de gestion. Toutes ces informations figurent sur le site [www.lafrancaise-group.com](http://www.lafrancaise-group.com).

### Dans le cas d'une SCPI à capital variable (régime de la plupart des SCPI gérées par le groupe La Française)

Les prix pratiqués demeurent le prix de souscription payé par l'acquéreur et publié par la société de gestion. La valeur de retrait correspondante (égale au prix de souscription net de la commission de souscription HT) est en principe perçue par l'associé qui se retire en contrepartie d'une souscription nouvelle. Le mécanisme est communément appelé « retrait/souscription » :

Les demandes de retrait sont portées à la connaissance de la société de gestion par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Elles sont, dès réception, inscrites sur le registre des demandes de retrait et sont satisfaites par ordre chronologique d'inscription.

- La validité de la demande induit de définir clairement : l'identité du ou des vendeurs, le nom de la SCPI concernée, le nombre de parts à céder et la valeur de retrait correspondante par part. La demande sera enregistrée à la date de réception et d'horodatage de la demande initiale (précisant les points énoncés ci-avant). La confirmation du retrait intervient à date de réception du dernier document permettant de valider la demande de retrait.
- En cas de nantissement des parts à céder la réception en nos services de la main-levée de l'organisme bancaire (totale ou conditionnée) libérant le nantissement est requise.

### Cession directe entre associés

Tout associé a la possibilité de céder directement ses parts à un tiers. Cette cession, sans l'intervention de la société de gestion, s'effectue sur la base d'un prix librement débattu entre les parties. Dans ce cas, il convient de prévoir le montant des droits d'enregistrement (5%) et le forfait statutaire dû à la société de gestion pour frais de dossier (par bénéficiaire ou cessionnaire).

**Certaines de ces opérations sont soumises à l'agrément de la société de gestion dans les conditions prévues aux statuts de la SCPI.**

## RISQUES SCPI

Les parts de SCPI sont des supports de placement à long terme et doivent être acquises dans une optique de diversification de votre patrimoine.

**Risque de perte en capital :** la SCPI comporte un risque de perte en capital et le montant du capital investi n'est pas garanti.

**Risque de marché immobilier :** comme tout investissement, l'immobilier présente des risques: risques de gestion discrétionnaire, de contrepartie (locataire,...), d'absence de rendement ou de perte de valeur, qui peuvent toutefois être atténués par la diversification immobilière et locative du portefeuille de la SCPI. Pour les SCPI investissant en Europe, le rendement pourrait être impacté (1) par la fiscalité appliquée

## SOUSCRIPTIONS À CRÉDIT DE PARTS DE SCPI

L'attention du souscripteur est attirée sur le fait que :

**Crédit :** l'obtention d'un financement pour la souscription à crédit de parts de SCPI n'est pas garantie et dépend de la situation patrimoniale, personnelle et fiscale de chaque client. Le souscripteur ne doit pas se baser sur les seuls revenus issus de la détention de parts de SCPI pour honorer les échéances du prêt compte tenu de leur caractère aléatoire. En cas de défaut de remboursement, l'associé peut être contraint à vendre ses parts de SCPI et supporter un risque de perte en capital. L'associé supporte également un risque de remboursement de la différence entre le produit de la cession des parts de la SCPI et le capital de l'emprunt restant dû dans le cas d'une cession des parts à un prix décoté.

## GESTION DES CONFLITS D'INTÉRÊTS

Afin de satisfaire aux obligations réglementaires et de répondre au mieux aux intérêts des associés, le Groupe La Française a recensé les situations de conflits d'intérêts susceptibles d'être rencontrées par elle ou par les entités et les collaborateurs du Groupe. Dans le cadre de la gestion des situations de conflits

dans les pays dans lesquels elles détiendront des parts et/ou l'existence ou non de conventions fiscales que la France aurait pu conclure, et (ii) par d'éventuels coûts de change en cas d'investissement hors de la zone euro.

**Risque de liquidité :** la SCPI n'étant pas un produit coté, elle présente une liquidité moindre comparée aux actifs financiers, et la revente des parts n'est pas garantie par la SCPI. Les conditions de cession (délais, prix) peuvent ainsi varier en fonction de l'évolution du marché de l'immobilier et du marché des parts de SCPI.

Risque lié au crédit : l'attention du souscripteur est également attirée sur le fait que la SCPI peut recourir à l'endettement dans les conditions précisées dans sa note d'information.

**Fiscalité :** le rendement de la SCPI pourra être impacté par la fiscalité appliquée dans les pays dans lesquels elle détiendra des actifs et/ou l'existence ou pas de conventions fiscales que la France aurait pu conclure avec eux. Les informations délivrées par la Société de Gestion ne sauraient se substituer à celles fournies dans le cadre d'un conseil fiscal individuel et l'attention de tous les investisseurs est attirée sur le fait que la taxation des plus-values et revenus éventuels est dépendante de leur situation fiscale personnelle et, qu'elle peut évoluer au cours de la période de détention des parts de la SCPI.

d'intérêts potentiels, le Groupe La Française se base sur les principes suivants : déontologie, séparation des fonctions, mise en place de procédures internes, mise en place d'un dispositif de contrôle.

## RESTRICTION US PERSON

La loi « Dodd Franck » entrée en vigueur impose aux sociétés de gestion comme à l'ensemble des autres acteurs du marché français des restrictions ou des obligations spécifiques quant à la commercialisation et la promotion de ses produits.

Plus particulièrement, La Française Real Estate Managers ne peut plus commercialiser ses parts de SCPI à des associés et clients relevant, de par leur lieu de résidence, de la législation des États-Unis d'Amérique.

## DONNÉES ASSOCIÉS

En cas de modification de vos coordonnées personnelles (changement de RIB, d'adresse, ...) :

- merci de nous adresser votre demande signée accompagnée de la photocopie recto/verso de votre carte d'identité ou de votre passeport en cours de validité et du justificatif relatif à ce changement (RIB – justificatif de domicile) ;
- vous pouvez également effectuer ces demandes de modification via votre espace dédié extranet <https://www.lfgrou.pe/clients> (Rubrique MES INFORMATIONS – MODIFIER MES COORDONNÉES).

Pour bénéficier de votre espace extranet dédié, compléter directement vos informations en ligne cliquez sur le lien <http://lfgrou.pe/digital> et complétez le formulaire. Un email vous sera adressé qui vous permettra d'obtenir par sms votre code d'accès.

**LOI INFORMATIQUE ET LIBERTÉS / DONNÉES PERSONNELLES :** les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé par le responsable de traitement LF REM pour l'exécution de la souscription, le traitement des opérations, le respect des obligations réglementaires, légales, comptables et fiscales ainsi que le développement et la prospection commerciale.

Veillez noter que vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, de limitation du traitement, à la portabilité ainsi qu'un droit d'opposition notamment à l'envoi de communications marketing. Vous disposez également d'un droit de définir des directives relatives au sort de vos données personnelles après votre décès. Pour exercer ces droits, vous pouvez nous contacter à l'adresse suivante : Direction de la clientèle du Groupe La Française - 128, bd Raspail - Paris 75006. Pour plus d'informations, veuillez lire notre politique de confidentialité accessible sur le lien suivant : <https://www.la-francaise.com/fr/politique-de-confidentialite-et-de-cookies/>

*Les porteurs sont informés qu'une information détaillée dans le cadre de la Directive Européenne Solvabilité 2 (2009/138/CE) peut être transmise aux investisseurs relevant du Code des Assurances afin de satisfaire uniquement à leurs obligations prudentielles. Cet élément transmis n'est pas de nature à porter atteinte aux droits des autres porteurs, ces investisseurs s'étant engagés à respecter les principes repris à la position AMF 2004-07.*

## LEXIQUE

**CAPITALISATION :** son montant est obtenu en multipliant le nombre de parts sociales par le prix acquéreur (ou prix de souscription) de chacune d'elles à une date donnée.

**EFFET DE LEVIER :** le recours à l'endettement bancaire ou effet de levier induit est autorisé dans les limites rappelées à la note d'information de chaque SCPI.

**NANTISSEMENT DES PARTS :** les associés ayant financé l'acquisition de leurs parts à crédit ont généralement consenti leur nantissement, à titre de garantie, au bénéfice de l'établissement bancaire prêteur. Au terme de la durée de l'emprunt, et/ou après son remboursement, l'associé doit solliciter sa banque afin que celle-ci lui délivre la "mainlevée du nantissement". Ce document est à communiquer à la société de gestion afin de procéder aux modifications administratives correspondantes.

**TAUX D'OCCUPATION :** taux de remplissage de la SCPI, calculé en fonction des loyers ou en fonction des surfaces.

• **En fonction des loyers :** il s'agit du **taux d'occupation financier (TOF)**, l'expression de la performance locative de la SCPI. Il se détermine par la division :

- du montant total des loyers et indemnités d'occupation facturés ainsi que des indemnités compensatrices de loyers ;

- par le montant total des loyers facturables dans l'hypothèse où l'intégralité du patrimoine de la SCPI serait loué.

• **En fonction des surfaces :** il s'agit du **taux d'occupation physique (TOP)**. Il se détermine par la division :

- de la surface cumulée des locaux occupés ;  
- par la surface cumulée des locaux détenus par la SCPI.

**TAUX DE DISTRIBUTION (DVM) :** dividende annuel brut avant prélèvement libératoire versé au titre de l'année n (y compris les comptes exceptionnels et quote-part de plus-values distribuées), rapporté au prix de part acquéreur moyen de l'année n pour les SCPI d'entreprises. Pour les SCPI d'habitation le prix de part correspond au prix acquéreur en vigueur au moment de la souscription.

**TRI (TAUX DE RENTABILITÉ INTERNE) :** taux actualisé sur une période donnée avec, à l'entrée, le prix de souscription constaté en début d'exercice de la période considérée ; sur la période, les revenus distribués (en tenant compte des dates de perception) et à terme, le dernier prix cédant ou la valeur de retrait constatée.

**VALEUR DE RÉALISATION :** valeur vénale du patrimoine résultant des expertises réalisées, augmentée de la valeur nette des autres actifs.

**VALEUR DE RECONSTITUTION :** valeur de réalisation majorée des frais afférents à une reconstitution du patrimoine.

**VALEUR DE RETRAIT :** prix de souscription de la part au jour du retrait diminué des frais de souscription.